

LE BONHEUR EST DANS LE PRE

L'attractivité du monde rural pour une population active supplémentaire tient très fortement à la permanence d'une agriculture. Quand, en effet, on examine les motivations des gens qui s'installent, le simple fait de "vivre à la campagne" apparaît comme prépondérant. Or, une campagne sans agriculture est-elle encore une campagne ? Le monde rural, "lieu privilégié où la terre parle de l'homme et l'homme parle de la terre", remplit-il encore cette fonction dès lors que l'agriculture s'étirole et disparaît ? Or, les formes modernes de l'agriculture sont ici de plus en plus compromises. Certaines expériences, encore ponctuelles, laissent à penser qu'il y aurait une chance à saisir du côté d'une agriculture de proximité, produisant en priorité pour les marchés locaux (qui, nous l'avons vu, sont loin d'être saturés par la production locale, sinon par le vin), jouant la carte de la qualité et celle de la transformation maximum de ses produits. Il s'agit en quelque sorte, dans de telles expériences pour les agriculteurs, de récupérer les marges de transformation et de commercialisation qui ont été, dans les trente dernières années, absorbées par les industries agro-alimentaires et d'économiser au maximum sur les coûts liés aux distances de transport. Une population rurale en croissance, avec une majorité de non-agriculteurs représente une chance pour ce type d'agriculture qui peut trouver directement dans les communes rurales une part de son marché.

Les conditions de la réussite

A cela deux conditions cependant : la première est d'y penser et plus encore d'y croire assez pour tenter l'expérience ; la seconde est que cette population néo-rurale ait des moyens de paiement, donc du travail. Si la survie de l'agriculture conditionne l'avenir du mouvement d'immigration rurale, à l'inverse, la santé de ce mouvement signifiée en particulier par l'emploi qu'il parvient à générer, conditionne en retour celle de l'agriculture. Tout ce qu'on peut dire pour l'instant est qu'il existe de multiples expériences allant dans le sens d'une agriculture de proximité coopérative de vente de produits fermiers/vente directe à la ferme de viande, de fromages, d'œufs... Des initiatives plus ambitieuses encore tentent d'organiser de façon associative la production ou la distribution de produits fermiers de qualité. Il est sans doute encore trop tôt pour se prononcer sur l'avenir d'expériences qui paraissent prometteuses.

Cependant, la comparaison des deux derniers recensements agricoles révèle, dans l'ensemble de la France en général, et dans le Midi en particulier, une croissance très importante de la vente directe...

Il faudrait enfin songer à favoriser davantage les installations en agriculture. Cela suppose que tous les projets soient pris en considération, y compris ceux qu'il est convenu d'appeler les "installations non conventionnelles", auxquelles les organismes officiels commencent à s'intéresser. Mais cela implique aussi davantage de mise à disposition du foncier, non seulement dans des structures d'exploitation agricoles classiques, mais aussi en petites, voire très petites structures foncières, de coût modeste, compatibles avec une activité rurale polyvalente...

Tout ce foisonnement d'initiatives pourrait laisser à penser qu'en ce pays, rien n'est encore irrémédiablement perdu. Toutefois, un tournant se manifeste dans les orientations d'ensemble qu'il s'agit de ne pas manquer. Dans le passé, les acteurs locaux ont beaucoup compté sur les aides de l'Etat et même des collectivités locales pour engager ce que l'on appelait la politique du "développement local", comme si, sur le plan de la production et de l'emploi, une amélioration pouvait s'attendre du fait d'investissements d'infrastructure, productifs ou sociaux. Or, la situation s'est aggravée, non seulement à l'échelle locale, mais à celle de l'ensemble économique européen auquel nous appartenons. Il n'y a plus seulement des régions exclues du développement, c'est le développement lui-même qui est en crise. Crise dont, du reste, on ne voit pas la fin et que

certains commencent à assimiler à une lente implosion. Parallèlement, les crédits publics se restreignent, y compris ceux réservés à la lutte contre l'exclusion sociale et économique.

Dans un tel environnement, songer à un "rattrapage" du développement des régions mieux placées apparaît non seulement comme un anachronisme, mais comme une illusion ; la tentation peut être grande alors de se résigner à sauver ce qui peut l'être, de se replier sur les rares réussites, et d'entrer ainsi dans ce qu'il est convenu d'appeler une société à deux vitesses.

Mais compte tenu du fait qu'il y aura dans les campagnes beaucoup plus de piétons que de Mercedes, on peut aussi penser qu'une telle situation invite à renouveler en profondeur les options économiques. Ainsi, dans une région marginalisée par l'évolution économique d'ensemble, les exclus du système et ceux qui travaillent à leurs côtés pourraient finalement ne pas se trouver en plus mauvaise posture que ceux qui essaient de le maintenir tout en s'y cramponnant. Nous sommes devant un choix : céder au cynisme du désespoir ou, au contraire, renouveler notre attention, forcer nos imaginations, affirmer notre solidarité.

Si ces eaux vives existent dans le désert, il faut de toutes façons des humains pour les rechercher, les trouver, les capter et, ce faisant, éteindre leur soif et celle des autres. Nous n'avons rien à craindre du nombre, ni d'une Politique d'accueil audacieuse, non pas réservée à ceux qui peuvent payer ou apporter quelque chose, mais ouverte d'abord à ceux qui n'ont qu'eux-mêmes à apporter ; à tous ceux pour qui vivre ici correspond à un choix inconscient, conscient ou pouvant le devenir. Car, au quotidien, il dépend avant tout de nous, gens d'ici ou devenus tels, que ce pays où il fait bon vivre devienne où l'on peut vivre.

FRANCOIS DE RAVIGNAN

(1) Arthur Conte, Les paysans de France de l'an 1000 à l'an 2000, Plon, 2000, p.382